

C.N.P.

BDIC

20-10-7075E

DLP 20-10-77144844

CHILE ~ AMERICA

CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION
édition française



[Handwritten signature]

resumé de l'édition en espagnol des N° 19 au 24
1^{er} année N° 2 — décembre 1976

40 P 9355

CHILE AMERICA N° 2 - EDITION FRANCAISE -
(Correspond aux numéros 19 et 24 de JUIN-OCTOBRE 1976
de l'édition en Espagnol)

<u>ANALYSE</u>	<u>Page</u>
◦ CHILI : Les causes et les but de la répression	1
◦ Orlando Letelier : Le prix terrible de la " Liberté Economique "	5
<u>COMMENTAIRES</u>	
◦ CARTER condamne les méthodes utilisées contre Allende	12
◦ Soutien du Pape à l'Episcopat Chilien à l'occasion des attaques FIDUCIA	15
<u>DOCUMENTS</u>	
◦ Pour l'UNITE Antifasciste vers la défaite de la Junte	16
◦ Communiqué de l'UNITE POPULAIRE à propos de sa réunion à Belgrade	30

DECEMBRE 1976 _____

CHILI : CAUSES ET BUTS DE LA REPRESSION
par Julio Silva Solar

Au Chili, une révolution socialiste était en marche : elle se développait dans le cadre démocratique. C'est ce qui a fait son originalité et lui a valu un certain intérêt dans le monde. On a donc parlé d'une "voie Chilienne" pour le socialisme. A la vérité, il s'agissait d'un changement très profond face auquel la bourgeoisie s'est sentie menacée à mort, en tant que classe, c'est à dire comme pouvoir dominant de la société.

La réaction de la bourgeoisie a été désespérée et féroce elle a pris la forme d'un coup d'Etat fasciste. D'une certaine mesure cela a été une réaction automatique. Cela a mené un groupe de fascistes à prendre la direction d'un ample front bourgeois qui a intégré la petite, la moyenne et la grande bourgeoisie.

Cette dernière a d'ailleurs manipulé les ficelles de l'opération en même temps que les secteurs moyens et petits fournissaient les groupes de choc (propriétaires de camions, autobus, commerçants, médecins etc...)

C'est dans ce contexte que s'est produit le coup d'Etat Militaire du 11 Septembre 1973 qui a renversé le président Allende, qui a payé de sa vie la loyauté à la cause populaire. On a peut-être sous-estimé le pouvoir de la bourgeoisie (stimulée et appuyée par l'impérialisme) et surtout sa capacité de mobiliser en sa faveur les Forces Armées contre un gouvernement constitutionnel. Peut-être a-t-on surestimé le pouvoir des forces qui voulaient instaurer le socialisme. Le résultat a été que la réponse fasciste a pris une envergure proportionnelle à celle qu'avait atteinte l'offensive populaire avec toute sa radicalisation.

L'avancée populaire au Chili a été très puissante, très vaste, très profonde, comme celle qu'il est nécessaire de mettre en place dans un pays au début d'une transformation socialiste avec des mesures très concrètes qui contrecarrèrent les intérêts vitaux du capitalisme.

LOGIQUE DE LA REPRESSION

La réponse fasciste de la bourgeoisie a engendré un programme très dur de régression historique avec l'objectif d'empêcher à jamais la reproduction du danger mortel dont elle venait de sortir : c'est à dire, le danger de l'Unité Populaire (du marxisme et du communisme).

L'énergie régressive a été déterminée par la nécessité d'atteindre jusque dans ses racines mêmes le danger vécu. L'intensité du péril populaire comme l'a vécu la bourgeoisie donne la mesure de la rage et la peur qui se sont accumulées lorsqu'elle a pu décharger en réaction la violence aveugle et irrationnelle du fascisme. Nous pouvons nous référer ici à la régression historique dont nous parlons sous deux aspects précis : la politique d'une part, l'économie de l'autre.

Un recul d'une telle dimension peut-être seulement imposé par une répression massive et criminelle contre le peuple (ses organisations, syndicats, partis, dirigeants au large sens) ainsi contre les institutions, les droits et les forces de caractère démocratique.

Ce n'est pas seulement le socialisme, l'ennemi à extirper, mais également la démocratie, accusée d'avoir véhiculé le socialisme.

Il faut donc rechercher la cause de cette puissante répression fasciste, inconnue jusqu'alors au Chili et dans toute l'Amérique Latine à ce degré de férocité, cette

amplitude, cette perversion dans ce mouvement de régression historique : c'était une nécessité pour elle de venir à bout de la résistance populaire et de la conscience du pays.

Les classes dominantes qui ont été mises en échec dans leur pouvoir, leur statut social, leur système de propriété, ont, en retour provoqué la violence afin de retrouver leur sécurité perdue. Pour cela, il faut que le peuple retourne à un état pré-démocratique, soumis à une autorité rigide et soit anéanti dans sa conscience propre.

La démocratie apparaît ici, à une lumière différente à celle du moment révolutionnaire qui accentuait son caractère bourgeois dans la mesure où apparaissait clairement comme un élément de la conquête populaire.

LA REGRESSION POLITIQUE

Conformément à l'exposé qui a été fait par la junte militaire lorsqu'elle a pris le pouvoir, elle a proposé d'exterminer les forces qui ont permis la transformation sociale et qu'elle a qualifiée de "cancer marxiste" dont le Chili devait être opéré pour être sauvé.

Exterminer par la destruction physique, la mort, la torture, l'exil, la réduction à la passivité, la peur générale. Le recours à ce que l'on a appelé l'état de "guerre interne", l'état de siège indéterminé, contre les "ennemis" du Chili. L'utilisation de la répression et de la terreur à l'échelle massive sont inhérentes à l'opération entreprise pour y aboutir compte-tenu des fortes habitudes démocratiques du pays, du développement atteint par la classe ouvrière et paysanne et les autres couches de travailleurs ainsi que par l'ensemble du mouvement syndical, la croissance idéologique. Tout cela a mené à la répression et à la radicalisation des méthodes employées. Seule, une vaste répression pouvait être efficace contre un tel "ennemi" et pour atteindre les objectifs fixés, il était également nécessaire d'anéantir, de réduire les secteurs démocratiques et la bourgeoisie moyenne telle la "démocratie chrétienne" ainsi que la droite libérale accusée d'avoir laissé faire, d'être des "débiles" des "collaborateurs" des "pluralistes" par rapport au danger mortel du "marxisme léninisme". De même l'Eglise, l'unique entité à pouvoir parler pour la défense des persécutés était visée.

Tout ceci suppose un régime fasciste basé sur la force militaire, par qui tout est dicté, d'en haut verticalement et dans lequel les organisations sociales, syndicales ou de base sont anéanties ou réduites au paternalisme. Supprimer le parlement et les partis politiques, éliminer la presse d'opposition ou la domestiquer, concentrer l'économie dans les mains de l'oligarchie en la confiant à des groupes très petits (associés au capital multinational) tout cela vise à instaurer une société dans lequel le peuple n'élise pas ses représentants à aucun niveau, où les universités sont contrôlées par le gouvernement militaire, où le groupe qui gouverne cherche le fondement de son pouvoir dans le droit naturel, la juste raison est dans l'autorité des meilleurs, ceux qui sont mandatés par Dieu à la façon des anciens monarques. Tout cela est donc nécessaire et doit durer "une génération", afin que les Chiliens puissent changer leurs habitudes et leur conscience et adopter les valeurs du nouveau régime.

En faisant cela, le gouvernement fasciste s'est placé dans le sens contraire de l'histoire, dans le sens contraire de la propre tradition démocratique institutionnelle du Chili, dans le sens contraire du monde. Cela implique une immense, une inhumaine répression, le mépris de la civilisation elle-même, ainsi que celui des droits humains les plus élémentaires ce qui a provoqué l'horreur et la condamnation du monde entier, de tous les gouvernements et de la quasi-totalité des pays selon les résolutions des Nations-Unies.

Ce projet régressif et les méthodes qu'elle a utilisé ont amené la Junte à un isolement extrême, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Et cet isolement de la Junte est basé sur la débilité de celle-ci.

LA REGRESSION ECONOMIQUE

L'économie Chilienne a été transmise par la Junte à un groupe de 20 à 30 économistes issus de l'Ecole de Chicago où ils ont été formés et orientés par les professeurs Friedman et Haberberg de ladite école nord-américaine. Cette équipe a théorisé et dogmatisé sur les intérêts des multinationales à la conquête des marchés mondiaux. Le modèle qu'ils veulent promouvoir mise sur la déstabilisation de l'économie (saper le pouvoir de l'Etat dans le marché pour le remettre dans les mains du pouvoir multinational) réduction de l'expansion industrielle, réduction des programmes sociaux (habitation, éducation, santé) contrôler le pouvoir d'achat par une politique monétaire stricte (pour éliminer l'inflation) et une ouverture très vaste des investissements au capitalisme multinational dans les conditions optimum pour celui-ci.

Il est certain que ce modèle économique régressif a imposé au Chili comme condition sinéquanon une profonde régression des travailleurs et de leurs organisations, et dans une moindre mesure des secteurs moyens au bénéfice de l'élargissement et de l'accumulation monopolistique des excédents.

Cette régression économique a pu seulement s'obtenir par :

- a/ une redistribution négative du revenu national contre les travailleurs d'une façon que le revenu de ceux-ci baisse de 62% par rapport à ce qu'ils recevaient en 71 et 72 et de 35% par rapport à ce qu'ils recevaient en 1930.
- b/ le régime de libertés des prix pour les biens ou marchandises d'un côté mais l'interdiction de négociations collectives, de revendications et d'élections syndicales et bien sûr de grèves pour les travailleurs de l'autre. Le salaire réel, c'est à dire, le pouvoir d'achat a diminué de 40 à 50%.
- c/ on a produit un chômage officiel de 18%. Mais il y a un vaste chômage déguisé (travaux municipaux avec des salaires misérables). Il y a une situation de famine dans de vastes secteurs.
- d/ il y a eu recul également dans le sens de la privatisation des ressources économiques 25%. Les terres expropriées par la réforme agraire (pendant le gouvernement Frei et Allende) ont été rendues à leurs anciens propriétaires. Le patrimoine étatique créé en plusieurs années a été liquidé en faveur des particuliers. La corporation de Développement ("corporacion de Fomento"), la principale entreprise d'Etat dans l'économie Chilienne créée en 1939 avait a peu près 500 entreprises le 11 Septembre 1973 qui formaient "l'ère sociale". La plus grande partie de ces entreprises ont été remises au capital privé au moment où l'on annonçait officiellement que la Corporation en gardait seulement 20. Cette opération a été facilitée et à très bon marché pour les capitalistes.
- e/ la Junte a payé d'énormes indemnités en dollars aux Compagnies nord-américaines du Cuivre et à l'ITT qui avait été légalement expropriée par le Parlement Chilien (avec une majorité à Allende) dans des termes qui ne donnaient pas droit à de telles indemnités. La Junte a entrepris une vaste politique de dénationalisation de l'économie Chilienne.

CONSEQUENCES DE L'OBJECTIF REGRESSIF

En résumé, on peut dire que la grande tentative de régression historique a signifié pour la Junte militaire ce qui suit :

- 1/ isolement international à vie - isolement à l'intérieur du pays.
le manque total de prestige politique et moral pour son mépris flagrant pour les droits humains. Condamnation mondiale
- 2/ l'échec économique. Malgré les sacrifices imposés au pays, la lutte contre l'inflation n'a pas réussi (375,9% en 1974 et 340% en 75) Le produit national a diminué en 75 de 12 à 14%, la production industrielle de 25%. Il y a une forte récession provoquée par la baisse du pouvoir d'achat. Le chômage et la misère sont partout.
- 3/ comme conséquence de ce qui a été dit antérieurement, le front initial de soutien à la dictature s'est affaibli, la base d'appui s'est rétrécie. L'opposition à la Junte s'est renforcée et s'est élargie. Il y a des symptômes de dissidence même à l'intérieur des forces armées.

Les tâches les plus importantes à développer sont :

- renforcer l'isolement et la condamnation de la Junte par l'opinion publique mondiale et renforcer la solidarité avec le peuple Chilien et sa résistance. On doit avoir présent que la Junte survit grâce aux crédits nord-américains. On doit stimuler la dénonciation sur ce point.

On a transformé dans une juste vérité pour nous la solidarité du peuple, la cause commune de l'antifascisme qui peut unir tous les démocrates et tout le peuple. La douleur, le sang et la défaite temporaire du peuple Chilien ne seront pas en vain si elles contribuent à réveiller et à mobiliser les forces qui sont contre le fascisme dans le monde, si elles mettent à découvert ses aberrations. Dans tous les endroits de la terre la lutte contre le fascisme nous la sentons comme nôtre. La chute du fascisme dans un pays nous la célébrons comme si elle était dans notre propre pays.

Notre récente expérience d'hier, notre dénonciation et notre action aujourd'hui, nous voulons qu'elle soit utile pour la lutte antifasciste où que se soit.

LE PRIX TERRIBLE DE LA "LIBERTE ECONOMIQUE"
par Orlando Letelier

Au moment de faire le bilan des trois ans de dictature au Chili, nous avons considéré important de reproduire la version espagnole de l'article postume d'Orlando Letelier, publié par la revue nord-américaine "THE NATION" sous le titre "Economic Freedom's Awful Toll" (28 Août 1976)

La reproduction de cet article est une manière d'assumer la pensée de celui qui à rendu sa vie pour la défense de sa patrie et de son peuple par son action indomptable de tous les jours contre les tyrans.
Il est opportun de le souligner aujourd'hui : Ceux qui ont cru tuer Letelier ne se sont pas aperçus que les idées ne meurent pas.

Le lien nécessaire entre la politique économique et son cadre socio-politique semble être absent de bon nombre d'analyses de la situation actuelle au Chili. En gros, on regarde (et souvent on condamne) les violations des droits de l'homme, le système de brutalité Institutionnalisé, la suppression impitoyable de toute opposition comme des phénomènes qui ne sont liés qu'indirectement - voire pas du tout - à la politique d'"économie de marché" classique et sans entraves qui a été mise en vigueur par la Junte militaire. Cette absence de liaison caractérise particulièrement les institutions financières publiques et privées qui approuvent et encouragent la politique économique adoptée par le gouvernement Pinochet tout en regrettant la "mauvaise image internationale" acquise par la Junte du fait de son "incompréhensible" persistance à torturer, à emprisonner et à persécuter ceux qui la critiquent. La récente décision de la Banque mondiale d'accorder un prêt de 33 millions de dollars à la Junte est justifiée par son président, Robert McNamara, comme étant fondée sur des critères "purement techniques"; ce qui laisse supposer que ceux-ci sont sans rapport avec les conditions politiques et sociales du pays.

Le même type de justification est adopté par les banques privées américaines qui, comme le disait le directeur d'un groupe de conseillers de gestion, "se sont bousculées pour accorder des prêts (1)". Personne n'a mieux exprimé cette attitude que le Secrétaire au trésor américain. Après une visite au Chili, où il n'a pas manqué de parler des violations des droits de l'homme par le gouvernement militaire M William Simon a félicité Pinochet d'avoir apporté "la liberté économique" au peuple Chilien (2). Concept particulièrement commode selon lequel "liberté économique" et terreur politique peuvent coexister sans se contaminer...

Son utilité est spécialement appréciée par ceux qui ont conçu la politique économique actuellement au Chili. Milton Friedman, l'architecte intellectuel et le conseiller officieux de l'équipe d'économistes qui dirigent l'économie Chilienne, a déclaré : "Malgré mon profond désaccord avec le système politique autoritaire du Chili, je ne pense pas qu'il soit malfaisant qu'un économiste apporte de conseils techniques au gouvernement Chilien, pas plus qu'il ne serait malfaisant qu'un médecin donne des conseils sanitaires au gouvernement Chilien pour mettre fin à une épidémie (3)".

Il est curieux que le même homme qui a écrit un livre, Capitalisme et liberté, pour démontrer que seul le libéralisme classique peut servir de soubassement à la démocratie politique arrive si facilement aujourd'hui à dégager l'économie du politique dès lors que les théories économiques qu'il avance coïncident avec l'absence de toute liberté démocratique (...).

LES REMEDES ET LA REALITE

Le plan économique actuellement mis en vigueur au Chili satisfait les aspirations longuement mûries d'un groupe d'économistes Chiliens, formés pour la plupart par

Milton Friedman et Arnold Harberger à l'Université de Chicago. Profondément impliqués dans la préparation du coup d'Etat, les "Chicago Boys", comme on les appelle au Chili, ont persuadé les généraux qu'à la brutalité, dont ils savaient amplement faire preuve. Ils pouvaient ajouter les qualités intellectuelles qui leur faisaient défaut. Le Select Committee on Intelligence du Sénat américain a rendu public le fait que des "collaborateurs de la C.I.A." avaient aidé à formuler les mesures économiques que la junte a appliquées aussitôt après avoir pris le pouvoir (4). Des témoins ont déclaré devant ce Comité que certains des "Chicago Boys" ont reçu des fonds de la C.I.A. pour des travaux de recherche, tels que économique de 300 pages qui a été remis aux dirigeants militaires dès avant le coup d'Etat.

Naturellement, après la prise du pouvoir, ces économistes "rongeaient leur frein" et avaient "hâte de se jeter" sur l'économie Chilienne, comme l'écrivait le Wall Street Journal (5). Ils ont appliqué leurs mesures par étapes, et c'est seulement après une année de désorganisation relative qu'ils ont décidé de mettre en place sans changements majeurs le modèle théorique qu'ils avaient appris à Chicago.

Cette décision méritait une visite au Chili de Milton Friedman en personne. Avec son associé, le professeur Harberger, il s'est produit partout, à grand renfort de publicité, pour promouvoir un "traitement de choc" pour l'économie Chilienne. Ce traitement fut décrit par Friedman comme "le seul remède". Absolument. Il n'y en a pas d'autre. Il n'y a aucune autre solution à long terme (6) (...).

Il ne s'agit pas ici d'évaluer la validité générale des postulats de Friedman et de l'école de Chicago. Je voudrais, par contre, souligner ce qui se passe quand leur modèle est imposé dans un pays comme le Chili. Les théories de Friedman (...) exigent une politique de marché entièrement libre dans un cadre d'inégalité extrême entre les acteurs économiques en cause (...).

Il est absurde de parler de libre concurrence au Chili. L'économie y est entièrement soumise aux monopoles. Une étude faite sous la présidence de Frei indique qu'en 1966 "deux cent quatre-vingt-quatre entreprises contrôlaient tous les secteurs, sans exception, de l'activité économique Chilienne. Dans le domaine industriel, cent quarante-quatre entreprises contrôlaient chacun des sous-secteurs. De même, ces cent quarante-quatre firmes industrielles étaient dirigées par un petit nombre d'actionnaires; dans plus de la moitié de ces firmes, les dix plus gros actionnaires possédaient entre 90 et 100% du capital total(7)".

D'autre part des études menées avant la période de l'Unité Populaire démontrent à quel point l'économie Chilienne est dominée par les multinationales étrangères. Comme Barnett et Müller l'ont expliqué dans Global Reach (8) "au Chili, avant la présidence d'Allende, 51% des cent soixante entreprises les plus importantes étaient en fait sous le contrôle de firmes multinationales. Dans chacune des sept industries clés, une à trois entreprises étrangères contrôlaient au moins la moitié de la production. Des vingt-deux plus grosses entreprises multinationales au Chili, dix-neuf ou bien ne supportaient aucune concurrence, ou bien partageaient le marché avec d'autres oligopoles".

Entre 1971 et 1973, la plupart des monopoles et oligopoles industriels furent nationalisés et transférés au secteur public. Mais le zèle de la dictature militaire (...) fait que le niveau de concentration et de monopolisation est désormais au moins aussi élevé qu'avant le gouvernement d'Unité Populaire. Un rapport du fonds monétaire international (F.M.I. Mai 1976) indique que "la restitution au secteur privé de l'immense majorité des entreprises qui, depuis quinze ans, mais spécialement en 1971-1973, étaient devenues partie du secteur public s'est poursuivie (en 1975) (...). A la fin de 1973, la Corporation du développement public (CORFO) englobait quatre cent quatre-vingt-douze entreprises, dont dix-huit banques commerciales (...). De ce nombre, deux cent cinquantes trois entreprises ont été rendues à leurs anciens propriétaires (...) parmi les deux cent trente-neuf restantes (...) cent quatre vingt dix

banques, ont été vendues; seize dont deux banques, ont été adjudgées, et la vente de vingt et une autres fait actuellement l'objet de négociations bilatérales avec des groupes d'acheteurs éventuels". On sollicitera des appels d'offres pour les entreprises restantes. Il est évident que les acheteurs ne peuvent être qu'un petit nombre de puissants intérêts qui ajoutent ces entreprises aux structures de monopole ou d'oligopole au sein desquelles ils fonctionnent. Pendant la même période, un nombre considérable d'industries ont été vendues aux multinationales, dont l'industrie nationale des pneumatiques, achetée par Firestone pour un prix qui n'a pas été divulgué et l'une des principales industries de pâte à papier (Celulosa Foresta Arauco), achetée par Parsons et Whittmore.

INFLATION ET SPECULATIONS

On pourrait donner bien d'autres exemples pour montrer que, dans le domaine de la concurrence, les prescriptions de Friedman ne produisent pas les effets économiques prévus dans son modèle théorique. Pendant la première moitié de 1975, le contrôle des prix du lait a été levé. Quel en fut le résultat? Le prix à la consommation a augmenté de 40%, alors que le prix payé au producteur a baissé de 22%. Il y a plus de dix mille producteurs de lait au Chili, mais il n'y a que deux compagnies de conditionnement qui dominent le marché. La production du papier (pour plus de 80% et 100% pour certains types de papier) revient à une seule entreprise - la Compañía Manufacturera de Papeles y cordones, - qui appartient au groupe Alessandri, lequel peut donc fixer ses prix sans crainte de la concurrence. Quinze marques étrangères d'appareils ménagers sont proposées sur le marché Chilien - mais elles sont toutes aux mains de trois compagnies qui les montent au Chili et qui déterminent leur prix de détail.

Bien entendu, les émules de l'école de Chicago diraient que la libéralisation du marché International, selon leur modèle, exposerait les monopoles ou oligopoles Chiliens à la concurrence étrangère. Ce n'est pourtant pas ce qui se produit. Car le Chili manque de devises étrangères au point qu'il ne peut même pas importer suffisamment de biens industriels pour combler ses besoins industriels. Fait plus important encore, les entreprises étrangères n'ont aucun intérêt à envoyer au Chili des biens qui pourraient entrer en concurrence avec ceux de leurs filiales produisant sur place (...)

Les conseillers économiques de la Junte écartent par commodité certains aspects de la doctrine de l'école de Chicago. Cette école souligne l'importance de la libre négociation des salaires entre employeurs et travailleurs; elle insiste aussi sur l'efficacité du marché pour répartir les ressources dans l'économie. C'est une dérision de parler de droit des travailleurs à la négociation dans un pays où la Fédération centrale des travailleurs a été mise hors la loi et où les salaires sont fixés par décret de la Junte. Il est également grotesque de compter sur le marché pour assurer la répartition des ressources alors qu'il n'y a pour ainsi dire pas d'investissements productifs dans l'économie - pour la bonne raison que l' "investissement" le plus profitable est la spéculation. Au nom du slogan : "créons un marché de capitaux au Chili" des groupes privés, sélectionnés et protégés par la Junte, ont reçu l'autorisation d'établir de prétendues "financieras" qui se sont lancées dans des spéculations les plus outrancières. Leurs abus ont été flagrants que même Orlando Saez, ancien président de l'association du patronat Chilien et défenseur Inconditionnel du coup militaire, a protesté: "Il n'est pas possible de laisser se perpétuer le chaos financier qui règne au Chili. Il faut canaliser en investissements productifs les millions qui s'en vont actuellement en spéculation extravagantes, et cela au vu et au su de ceux qui n'ont même pas un emploi (9)".

Mais le point crucial de la doctrine Friedman, comme la Junte ne cesse de souligner

est le contrôle de l'inflation. Pour l'enrayer, selon la Junte il faut le concours et "les efforts vigoureux de tous les Chiliens". Le professeur Harberger a déclaré catégoriquement en 1975 : "je ne vois aucune excuse pour ne pas arrêter l'inflation. Ses origines sont bien connues, il faut mettre un terme au déficit gouvernemental et à l'expansion monétaire. Je sais que vous allez m'interroger sur le chômage. Si le déficit gouvernemental était réduit de moitié le taux de chômage n'augmenterait pas plus de 1% (10)". Or, selon les chiffres officiels de la Junte, entre Avril et Décembre 1975, le déficit a été réduit d'à peu près 50%, comme l'avait recommandé Harberger. Pendant la même période, le chômage a été six fois supérieur à ce qu'il avait annoncé. Harberger n'en continue pas moins à préconiser la réduction des dépenses de l'Etat afin de réduire la masse monétaire en circulation (...).

LES RESULTATS ECONOMIQUES

Voilà maintenant trois ans que l'expérience a commencé et l'on a suffisamment de preuves en mains pour conclure que les disciples de Friedman ont échoué - du moins dans leurs objectifs avoués et misérables: ceci est spécialement vrai de leurs efforts pour contrôler l'inflation. Mais ils ont réussi - pour le moment - à atteindre leur but principal : garantir le pouvoir économique et politique d'une petite minorité dominante en effectuant un transfert massif des richesses des classes moyennes et inférieures vers un groupe restreint de monopolistes et de spéculateurs financiers.

Les preuves matérielles de l'échec sont accablantes. Le 24 Avril 1975, après la dernière visite connue de MM Friedman et Harberger au Chili, le ministre des finances de la Junte, M Jorge Cauas, déclarait : "L'honorable Junte m'a prié de formuler et de mettre en oeuvre un programme économique dont le premier objectif est d'éliminer l'inflation. Avec une équipe importante de techniciens, nous avons présenté aux autorités un programme de relance économique qui a été approuvé et qui se met en place. Notre but principal est d'enrayer l'inflation pendant le reste de l'année 1975 ". (L'équipe de techniciens dont il parle est celle de Friedman et Cie) A la fin de 1975, le taux annuel d'inflation au Chili atteignait 341%, soit le taux le plus élevé du monde entier (11). Pendant cette même année, les prix à la consommation ont augmenté de 375% en moyenne et les prix de gros de 440%.

Un récent rapport du F.M.I. (...) se référant aux organisations privées qui ont commencé à fonctionner sans aucun contrôle, observe que les financieras sont autorisés à fonctionner en parallèle avec le système bancaire commercial mais en appliquant des taux d'intérêt jusqu'à 50% plus élevés que les taux maxima permis aux banques. Selon cette même source, en 1975, les financieras prêtaient à 14% par mois soit 168% par an; de leur côté, elles obtenaient des prêts sur le marché de New-York aux taux de 10-12% par an (...).

Le processus inflationniste, que la politique de la Junte a stimulé aussitôt après le coup a été légèrement freiné en 1975 par rapport au taux incroyable de 375,9% en 1974. Cette réduction minime n'indique cependant pas que l'on approche de la stabilisation et elle n'apporte aucun soulagement à la majorité des Chiliens qui doivent supporter l'écroulement total de leur économie (...).

La dépréciation de la monnaie et les réductions de dépenses gouvernementales ont eu pour résultat une dépression qui, en moins de trois ans, a ramené le taux de croissance du Chili à ce qu'il était il y a quinze ans. Le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué en 1975 d'environ 15%, soit son niveau le plus bas depuis 1969. En même temps selon le F.M.I., le revenu national réel est tombé d'au moins 26%, mettant les revenus par habitant au dessous de leur niveau d'il y a dix ans! Ce chiffre global de déclin du BIP reflète une chute de 8,1% dans le secteur minier, de 27% dans les industries manufacturières et de 35% dans la construction. L'extraction pétrolière a régressé de 11%, les transports, stocks et communications de 15,3%, le commerce de détail de 21,5%.

Dans le secteur agricole, la production était stagnante en 1975-1976, ne montrant une variation que de 0,4% par rapport à la campagne précédente. Les raisons de cette stagnation sont multiples, et incluent la hausse des prix des engrais et des pesticides. On estime que l'utilisation des engrais a chuté de 40% en 1975-1976. L'augmentation des prix des produits importés a déterminé également un déclin dans l'élevage des porcs et de la volaille qui sont nourris presque exclusivement d'aliments venant de l'étranger. La restitution aux anciens propriétaires de plusieurs millions d'hectares qui avaient été expropriés et transférés aux organisations paysannes par la réforme agraire de 1967 a contribué à réduire la production agricole. A la fin de 1975, près de 60% des propriétés visées par la réforme agraire (soit environ 24% de toutes les terres expropriées) ont été assujetties aux décisions de la Junte. Sur ce total, 40% des entreprises agricoles (représentant 75% de la totalité des terres cultivables et plus de 50% des terres irriguées) ont été entièrement rendues à leurs anciens propriétaires.

Les résultats du commerce extérieur sont eux aussi désastreux. En 1975, la valeur des exportations a régressé de 28% (de 2,13 milliards de dollars à 1,53 milliards) et la valeur des importations s'est réduite de 18% (de 2,24 milliards à 1,81 milliards de dollars), laissant un déficit commercial de 280 Millions. Les importations de denrées alimentaires, qui étaient de 561 millions de dollars en 1974, n'étaient plus que de 361 millions en 1975. Puisque la production agricole intérieure a diminué pendant la même période, la quantité de produits alimentaires disponibles pour la grande masse de la population s'est gravement amenuisée.

En même temps, la dette publique extérieure payable en devises, qui était de 3,60 milliards de dollars le 31 Décembre 1974, a atteint 4,31 milliards un an plus tard (...). Dans les années à venir, la nation sera obligée de consacrer plus de 34% de ses revenus d'exportations au remboursement de sa dette extérieure.

Néanmoins, le résultat le plus dramatique de la politique économique reste la montée du chômage; Avant le coup d'Etat, le taux du chômage au Chili était de 3,1%, l'un des plus bas de tout l'hémisphère occidental. A la fin de 1974, il avait dépassé 10% dans le Grand Santiago et était encore plus élevé dans d'autres régions du pays. Les chiffres officiels de la Junte et du F.M.I. montrent qu'à la fin de 1975 le chômage dans le grand Santiago avait atteint 18,7% et 22% dans d'autres régions (...). Selon les estimations les plus conservatrices, en Juillet 1976, environ 2,5 millions de Chiliens (le quart de la population) n'avaient aucun revenu. Ils ne survivent que grâce aux dons de nourriture et de vêtements des organisations humanitaires et religieuses (...).

(...) La mortalité Infantile, qui s'était réduite considérablement pendant les années de l'Unité Populaire, a fait un bond de 18% dans la seule année qui a suivi le coup militaire, selon les chiffres de la commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine. Pour parer aux critiques exprimées dans ses propres rangs, la Junte a établi un "programme d'emploi minimum" purement symbolique : il ne couvre que 3% des travailleurs et paie des salaires de moins de 30 dollars par mois!.

Cette politique économique a touché le plus impitoyablement la classe ouvrière, mais la débâcle généralisée a sérieusement affecté les classes moyennes aussi. La chute de la demande a fait s'envoler les espoirs des petites et moyennes entreprises, détruites et absorbées à présent par les monopoles auxquels elles étaient censées "faire concurrence". A cause de l'écroulement de l'Industrie automobile, des centaines de sous-traitants ont fait banqueroute.

Trois grandes firmes du textiles ne travaillent que trois jours par semaine; plusieurs fabricants de chaussures, dont Calzados, Bata, ont dû fermer leurs portes. Ferriloza jusqu'ici l'un des plus gros fabricants de biens de consommation durables, a fait faillite.

(...) En 1972, sous l'Unité Populaire, les employés et ouvriers recevaient 62,9% du revenu national total; 37,1% allaient aux divers propriétaires. En 1974, la situation a été renversée: la part des travailleurs n'était plus que de 38,2%, alors que les propriétaires recevaient 61,8%. En 1975, le F.M.I. estime que les salaires réels ont diminué d'environ 8% et il est probable que cette tendance régressive dans la distribution des revenus nationaux s'est poursuivie en 1976. Cela signifie que, depuis trois ans, plusieurs milliards de dollars ont été pris dans la poche des travailleurs et placé dans celle des capitalistes et des propriétaires terriens. Telles sont les conséquences économiques des "remèdes" proposés par M Milton Friedman et ses amis (...).

UN VERNIS DE RESPECTABILITE

La concentration des richesses dans si peu de mains n'est pas un accident - c'est une règle. Ce n'est pas le résultat marginal d'une situation difficile comme on aimerait tant le faire croire, mais le fondement même d'un projet social. Il ne s'agit pas d'un échec économique mais d'un succès politique temporaire. Le véritable échec de cette coalition ne réside pas dans son apparente incapacité à redistribuer les richesses ou à trouver une voie vers la croissance et le développement (car ce ne sont pas là ses priorités), mais dans son incapacité à convaincre la majorité des Chiliens que sa politique est raisonnable et nécessaire. Bref, cette coalition n'a pas réussi à détruire la conscience politique du peuple Chilien. Pour appliquer le plan économique dans le contexte Chilien, il a fallu tuer des milliers de personnes, établir des camps de concentration, emprisonner plus de cent mille personnes depuis trois ans, supprimer les syndicats et les organisations populaires, interdire toute activité politique et toute liberté d'expression.

Les "Boys de Chicago" ont étalé un vernis de respectabilité technique sur les projets d'un capitalisme des plus éculés et sur l'avidité politique de la vieille oligarchie terrienne et de la grande bourgeoisie, faite de monopolistes et de spéculateurs: la contribution militaire a été celle de la force brute pour réaliser leurs objectifs. Au Chili, la répression de la majorité et la "liberté économique" de petits groupes de privilégiés ne sont que les deux faces d'une même médaille (...).

Il existe une harmonie profonde entre les deux priorités centrales annoncées par la junta aussitôt après le coup : la "destruction du cancer marxiste" (...) et la mise en place d'une "Économie privée" libre avec la maîtrise de l'inflation "à la Friedman".

Il est absurde que ceux qui inspirent, soutiennent ou financent cette politique économique prétendent que leurs interventions sont "purement techniques", tout en faisant semblant de rejeter le système de terreur qu'elle exige pour réussir.

ORLANDO LETELIER

-
- (1) Ann Crittenden, "Loans from Abroad Flow to Chile's Rightist Junta" New-York Times, 20 Février 1976.
 - (2) The Times, 17 mai 1976.
 - (3) Newsweek, 14 Juin 1976.
 - (4) "A draconian Cure For Chile's Economic Ills" Business Week, 12 Janvier 1976.
 - (5) 2 Novembre 1973.
 - (6) El Mercurio, Santiago, 23 Mars 1975.
 - (7) Política y Espiritu, n° 356, 1975.
 - (8) N.D.L.R - Voir la critique de global Reach dans le Monde diplomatique, Avril 1976.
 - (9) La Tercera, 9 Avril 1975.
 - (10) Que Pasa, 10 Avril 1975.

(11) Les deux pays suivants au palmarès de l'inflation en 1975 étaient l'Argentine avec 312% et L'Uruguay avec 68%. Tous deux sont des pays dépendants à Economie capitaliste de marché: Tous deux appliquent des modèles de répression politique et de 'liberté économique' du même style que celui de la Junte Chilienne.

CARTER REJETTE LES METHODES UTILISEES PAR LES U.S.A. CONTRE ALLENDE

Le candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis a qualifié la politique Nixon-Kissinger, vis-à-vis de l'Amérique Latine comme la "pire politique latino-américaine" des U.S.A et il a dit qu'en aucune circonstance il n'utiliserait les mêmes méthodes que celles qui ont provoqué la chute du président Salvador Allendé.

Nous reproduisons une dépêche reprise dans le quotidien de Caracas " EL Nacional" du 8.5.1976 de Ary Moleon, et qui contient des opinions intéressantes de Carter sur la politique latino américaine.

On y lit notamment que le "Candidat Démocrate à la présidence : Jimmy Carter a dit que le rôle de prédominance que le secrétaire d'Etat Henry Kissinger accorde au Brésil "est un bon exemple de la pire politique latino-américaine" Carter a accusé les deux derniers gouvernements républicains d'avoir fait peu de cas des relations "avec nos voisins et amis de l'Amérique Latine" et il a promis que lorsqu'il arriverait à la Maison Blanche , il ferait des changements dans la politique nord-américaine dans la région.

Dans un document préparé par son Comité électoral dans lequel sont résumés ses principes en matière de politique extérieure on note que les U.S.A. ont négligé sans aucun doute les relations avec l'Amérique Latine depuis que le président Nixon a pris le pouvoir.

L'accord Brésilien-USA signé récemment par Kissinger est un très bon exemple de la pire politique latino-américaine. Les déclarations de Kissinger lorsqu'il affirme qu'il n'y a pas d'autres peuples plus préoccupés de la dignité humaine et des valeurs de l'homme que le Brésil et les Etats-Unis "constituent une agression à tous les nord-américains qui considèrent que notre politique extérieure doit refléter nos idéaux et non leur subversion".

Carter ajoute que "si notre objectif est d'avaliser l'ordre international, nous devons travailler dans les organisations existantes. Dans le futur, nous devons redonner un grand rôle à la diplomatie internationale".

L'accent est mis sur sa déclaration de 1972 alors qu'il était gouverneur de Georgie et qu'il avait offert la ville d'Atlanta comme siège de la réunion de l'OEA. Carter a alors ouvert l'assemblée générale de L'OEA en espagnol ce qui dénote une connaissance de cette langue très marquée. Il est le seul candidat présidentiel depuis l'échec de Nelson Rockefeller en 1968 contre Nixon, à la parler.

Carter dit qu'en aucune circonstance il n'utilisera les méthodes que celui-ci a utilisées pour provoquer la chute du président Chilien Salvador Allende.

" Je ne fais aucune promesse comme dirigeant que je donnerai de l'aide à un gouvernement contraire, mais je ne répéterais pas de telles activités publiques ou secrètes, légales ou illégales, parce qu'elles sont en contradiction avec les principes démocratiques que nous avons nous-mêmes proclamés. De plus, ces méthodes n'ont pas un résultat positif et elles aboutissent à donner un caractère fantôme au régime qui résulte de pressions de la C.I.A, de nos militaires ou d'un autre type".

PANAMA

Carter voit la question de Panama avec subtilité. En même temps il dit qu'il ne va pas donner le contrôle complet sur le canal, mais il admet la possibilité d'éliminer le principe du contrôle à perpétuité.

" Comme gouverneur, je chercherai une nouvelle solution avec deux limitations.

- Premièrement; Je n'abandonnerai pas le contrôle du canal car je crois que nous devons assumer son contrôle pratique pour qu'il puisse être utilisé par toutes les nations du monde.

-Deuxièmement: Il nous est possible de négocier un nouveau traité qui donnera une part de souveraineté sur la zone et un nouveau pourcentage dans le paiement et l'utilisation du canal.

Je suis d'accord et disposé pour éliminer le mot "perpétuité" du nouvel accord.

Dans cette mesure, il doit donc avoir un nouveau délai de prévu dans ce nouvel accord et cela est l'essentiel pour la négociation de Panama.

CUBA

Les documents ne font aucune référence au cas cubain, mais Carter laisse apparaître qu'il est bien disposé vis-à-vis du premier ministre cubain Fidel Castro en rejetant comme anti-nord-américaines les tentatives d'assassinat des dirigeants d'autres pays.

"Le poids moral dans la scène internationale d'un pays comme le nôtre qui croit à la liberté et à l'autodétermination des peuples a été affaibli. L'intervention dans le processus politique interne d'autres pays, est une attitude anti-nord-américaine. De la même façon, il est anti-nord-américain de se livrer en temps de paix assassinats de dirigeants d'autres pays "Carter a dit que chaque fois que l'on a commis une grave erreur on note que le peuple nord-américain a été laissé à côté du processus du développement de cette politique".

- KISSINGER -

Carter est particulièrement critique vis-à-vis de Kissinger: "Notre politique externe a provoqué la plus grande confusion de l'histoire. Simplement Kissinger s'est affirmé comme le porte-parole du peuple américain, tout en menant en fait une politique externe personnelle et secrète. Cela a conduit à la division que l'on enregistre dans le pays. La voie traditionnelle de consultation bipartite a été mise de côté ainsi que les contacts avec le président du Congrès ont été sérieusement atteints.

Il affirme ensuite : "l'époque des "surprises de Kissinger", "des chocs de Nixon" doit être surmontée. Nous devons travailler de concert avec le plus grand nombre de pays possible.

Carter a dit que comme gouvernant, il modifiera les actuelles priorités de la politique externe nord-américaine "puisque ces dernières années nous avons montré plus d'attention à nos adversaires qu'à nos amis et spécialement nous avons complètement méprisé l'Amérique Latine".

Carter dit que : "l'attitude négligeante et le manque de respect envers les pays en voie de développement sont fondés sur un sentiment de supériorité sur les autres ce qui constitue une forme de racisme. Cela est incompatible avec le caractère du peuple nord-américain. Nous avons besoin d'obtenir la coopération des pays en voie de développement car nous n'arriverons pas à créer un ordre mondial plus stable si nous voulons laisser de côté les trois quarts de la population.

" Pour réaliser nos intérêts légitimes, nous avons besoin de développer une politique raisonnée avec les pays en voie de développement qui tiennent en compte leurs intérêts. Je sais que dans le tiers Monde il y a quelques leaders qui sont des ennemis implacables des Etats-Unis, mais la plupart, des gens sont disposés à s'unir avec nous pour des causes communes."

Carter conclut : " Notre programme doit aider les pays en voie de développement à agir dans un monde qui serve leurs intérêts comme aux nôtres - à les aider à produire plus, à élargir les marchés mondiaux, à améliorer les conditions sociales des peuples. Chaque pays doit avoir une responsabilité suffisante dans le nouvel ordre international, afin qu'il n'agisse pas comme un évadé dans le domaine de la coopération. Pour qu'il puisse contribuer à promouvoir la cause et la dignité humaine ".

MESSAGE DU PAPE A L'EPISCOPAT CHILIEN A PROPOS DES ATTAQUES FIDUCIA

Dans une déclaration parvenue de Mons. Juan Franc Isco Fresno et de Mons. Carlos Camus président et secrétaire de la conférence épiscopale du Chili, il est dit :

" L'épiscopat Chilien a reçu une lettre du Cardinal Villot, préfet du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise, qui dit dans sa partie relative à "Fiducia" : "Le Cardinal - Préfet vous donne connaissance de la profonde douleur avec laquelle le St Père a vu les graves et inadmissibles accusations dirigées contre ses frères de l'Episcopat et leurs collaborateurs immédiats, raison pour laquelle il désire vous apporter l'assurance de son affection et de son entière confiance".

L'aveuglement coupable, l'énormité des calomnies qui ont été faites dans le but d'inciter à la rébellion, contre l'autorité légitime de l'église donnent bien clairement les motifs d'une telle attitude.

Voici la déclaration :

La solidarité du Pape à ceux qui souffrent de l'attaque de la "Fiducia". Le catégorique désavouement et la disqualification morale de celle-ci a été sans équivoque. Elle constitue un coup très fort contre "l'intégrisme catholique" qui domine le régime militaire et qui vise à organiser des dissensions par rapport à l'équipe hiérarchique de l'Eglise et spécialement contre le Cardinal Silva Henriquez et certains évêques. Pinochet donne de " la lumière verte" au groupe intégriste qui se sert de la machine publicitaire du gouvernement pour mener son insidieuse opération.

A partir de la déclaration papale, trente deux prêtres ont manifesté leur libre appui à Fiducia.

A la fois, face à l'annonce du gouvernement de rendre en mars prochain à l'Eglise de Santiago le collège "St Georges" actuellement contrôlé par la Junte, la très catholique direction du centre des parents d'élèves du dit collège, s'est opposée et a adressé une lettre ouverte à Pinochet demandant que l'établissement en question reste dans les mains du gouvernement militaire " Nous demandons à nos forces armées dit la lettre, qu'elles le dirigent (ils se réfèrent au collège) car les forces armées connaissent nos idéaux et notre patriotisme et elles savent les inculquer à nos élèves. Nous demandons que nos élèves soient formés sous la tutelle directe de la Junte de Gouvernement".

Ceci révèle que la bourgeoisie catholique au Chili, ou au moins certains secteurs importants, font aujourd'hui plus confiance à Pinochet qu'à l'Eglise et qu'ils préfèrent remettre l'éducation de leurs fils dans les mains de la dictature militaire fasciste qu'à l'Archevêché de Santiago. Ceci est dû, à un fait très significatif au fond, cela parle bien de l'Eglise, cela montre que la classe riche a perdu la confiance qu'elle a toujours mise dans l'Eglise. Elle trouve dans les forces armées plus de sécurité pour ses intérêts dans le sens où : " Où est ton trésor est ton coeur"..... Pour cela ils leur prient de ne pas les abandonner à l'Eglise.

POUR L'UNITE ANTIFASCISTE VERS LA DEFAITE DE LA JUNTE

Au cours de la réunion des Partis de l'Unité Populaire qu'eut lieu au Mexique dans le mois d'Avril, un document portant le titre plus haut signalé, a été approuvé et adressé à la direction des Partis pour sa publication. Il a été publié par la suite dans le mois de Septembre. Voici son texte :

INTRODUCTION

Nous, représentants à l'étranger des partis de l'Unité Populaire, agissants sur mandat de nos directions et conscients de la nécessité de contribuer à préciser, dans des termes réalistes et dépourvus de sectarisme, la grande réponse unitaire de tous les antifascistes, donnons notre approbation au document soumis à l'examen des partis à Oaxtepec, Mexico. Il réunit les apports de tous les partis de l'Unité Populaire et exprime leur irrévocable volonté d'union et de combat.

Trois ans ont passé depuis le coup d'état fasciste qui a interrompu le processus ascendant de démocratisation et de libération du Peuple Chilien.

Il est de notoriété publique que la Junte est à l'origine de la situation la plus critique qu'ait connu le pays dans son histoire.

Dans le monde entier on croit à la participation décisive du Pentagone, de la CIA et des entreprises Yankees dans l'élaboration, le développement et le dénouement de la trahison faite au Chili par la plupart du haut commandement militaire, qui a entraîné un nombreux contingent des Forces Armées dans un acte ignominieux contre la nation.

Les révélations confondantes faites, entre autres, par le Sénat des Etats-Unis, mettent à nu toute la démagogie et le verbiage "patriotard" de ceux qui ont vendu la nation et l'ont noyée dans un bain de sang qui dure encore.

Le Chili est l'exemple le plus probant de la détermination que met l'impérialisme à liquider par la force toute forme de démocratie dans la vie des peuples d'Amérique Latine. En aucune région du monde, peut-être, on ne peut apprécier avec autant de clarté la nature antidémocratique du capital international, sa décision de recourir au fascisme comme système privilégié de gouvernement.

Le drame du Chili alerte et bouleverse les peuples. C'est pourquoi se développe et se poursuit une vague solidarité aussi forte et généreuse, hautement appréciée de nos compatriotes.

Il représente un sentiment universel pour lequel nous éprouvons une reconnaissance pleine d'émotion. Le mouvement de solidarité avec la cause de la liberté et l'indépendance de notre pays est l'un des plus gigantesques qu'ait enregistré l'Histoire. Il bouleverse et mobilise non seulement les pays socialistes et ceux en voie de développement, mais des peuples et Etats des cinq continents.

Cette solidarité touche le cœur d'une humanité qui s'inquiète du sort de l'Homme au Chili, et pose des questions difficiles et profondes sur des problèmes qui intéressent et passionnent les peuples du monde et les mouvements révolutionnaires.

UN REGIME D'OPPROBRE

Trente ans après la défaite du modèle classique de fascisme en Europe, l'impérialisme décide de l'appliquer à grande échelle, dans les conditions de l'Amérique Latine et d'autres pays du tiers Monde.

Pour une opinion mondiale indignée, le Chili est aujourd'hui un modèle de fascisme contemporain, dont la cruauté n'a rien à envier aux pratiques hitlériennes.

Les impérialistes utilisent de préférence les hiérarchies militaires à son service pour imposer des dictatures bestiales à l'abri desquelles les entreprises multinationales mettent à sac le pays, en accord avec les groupes les plus voraces de l'oligarchie financière, des monopoles et des grands propriétaires terriens.

Leur dessein d'une société totalitaire est imbu des idées les plus rétrogrades de l'Histoire. Leur dessein est de l'imposer par le feu et par le sang. C'est ce qu'ils ont fait du Chili.

Le résultat a été une situation de pauvreté et de dépendance extrême. La négation et la violation de tous les droits de l'Homme. La répression généralisée contre l'immense majorité. La suppression des conquêtes des travailleurs.

Le fascisme pour parvenir à se maintenir au pouvoir, a déclaré la guerre intérieure au peuple Chilien. Le concept de "guerre intérieure" a été inventé dans les conclave du Pentagone. Des Camarillas soumises aux diktats de l'étranger établissent qu'il est du devoir des Forces Armées de tuer des Chiliens, monstruosité qui engendre au sein des troupes une résistance patriotique croissante. Nombre de militaires, sans doute la majorité, refusent le rôle d'Armée d'occupation dans leur propre patrie que leur ont assigné les chefs du Pentagone par le canal d'instruments locaux serviles.

Répression et famine se donnent la main. Le peuple Chilien se voit refuser le droit à la vie, au travail, à la santé. Et jusqu'au droit de vivre dans son pays.

Depuis le coup d'Etat, plus d'un demi-million de nos concitoyens ont été expulsés ou obligés de s'expatrier.

Le Chili est pratiquement une colonie de l'impérialisme nord-américain depuis Septembre 1973. Deux de ses idéologues, Milton Friedman et Arnold Habegger, promoteurs d'un strict libéralisme économique inspirent leur modèle, "l'économie sociale de marché", comme on l'appelle, autant dire de la dictature des monopoles, et ils prescrivent pour le Chili un traitement de "Shock" économique. Sous prétexte de combattre l'inflation, on a rendu les richesses de base aux compagnies multinationales et aux avides monopoles de l'intérieur. Tout cela va de pair avec une intensification sans égale de l'exploitation et de la diminution du niveau de vie des travailleurs. Grâce à cette politique, le taux d'inflation annuel se tient au-dessus de 340% et l'activité économique nationale court vers la paralysie. Le quart des travailleurs est au chômage. Leurs foyers sont affrontés à la faim et à la misère. La production industrielle a baissé en 1975 de près de 24%, ce qui suppose un véritable record du monde en matière de destruction d'une économie. La chute de 16% du produit national constitue elle aussi un chiffre sans égal. Il n'y a jamais eu au Chili et rarement dans le monde un régime aussi désastreux que celui présidé par Pinochet. L'amélioration du niveau de vie qu'avait atteinte le peuple auparavant sous le gouvernement de l'Unité Populaire, a été tragiquement réduite à néant.

Il n'est pas un secteur de la vie nationale qui n'ait été touché par la cassure la plus violente de notre histoire, qu'implique la dictature fasciste.

L'école, l'Université, la recherche scientifique et le développement de la technologie, l'activité littéraire et artistique ont à souffrir d'un climat asphyxiant et de l'attaque de front d'un régime anticulturel par essence, qui condamne le savoir et la création comme des ennemis personnels.

Le vide culturel qu'On impose au Chili suppose la négation des traditions et des valeurs éternelles d'un petit pays, mais grand par l'esprit, berceau de deux prix Nobel de littérature.

Le fascisme a isolé le pays de la plupart des nations du monde. Le fait qu'a la dernière Assemblée Annuelle de l'ONU, 95 pays aient condamné la Junte permet d'apprécier son isolement presque absolu à l'étranger. Elle ment lorsqu'elle soutient que ce vote est dirigé contre le Chili.

L'hostilité est dirigée contre le fascisme et non contre le Chili, pays qui a su s'attirer dans le passé le respect universel.

Si le monde exécra jour après jour le régime déshonorant de la Junte fasciste qui offense et blesse les sentiments de l'humanité, tout indique que de son côté le Chili veut, doit et peut mettre fin à la pire tragédie qu'il ait vécu dans son histoire.

La clameur qui s'élève de l'intérieur proclame; C'en est assez du sang, de la faim, du fascisme! En un mot: Unité pour renverser la Junte! Il s'agit d'une clameur juste, profondément raisonnable, qui finira par s'imposer.

On peut affirmer que la lutte des patriotes Chiliens qui proclamèrent dès la première heure la nécessité d'affronter le fascisme et d'unir le peuple tout entier pour mettre fin au plus tôt à la dictature et au drame que vit le Chili, progresse avec succès. On a obtenu de la grande majorité des Chiliens que s'exprime leur réprobation contre le fascisme. On en a la preuve dans les actions qui se sont développées dans notre pays autour de la Conférence de l'OEA. Là se rencontrèrent dans leurs dénonciations toutes les forces qui s'identifient avec l'Unité Populaire et celles qu'influencent le PDC ainsi que d'autres forces démocratiques. Contre la Junte se trouvèrent réunis les représentants de 80% ou plus des Chiliens.

En effet, à côté des dénonciations fondées du mouvement syndical et des partis populaires qui oeuvrent dans la complète clandestinité et celles formulées par le vicariat de Solidarité, a été rendu public un document émanant d'un groupe nombreux d'avocats démocrates-chrétiens et d'autres partis qui, avec courage et honnêteté, se joignirent à la condamnation de la dictature.

Les plus remarquables parmi les signataires ont été expulsés du pays au cours d'une nouvelle vague de répression fasciste qui touche tous les démocrates et se déchaine avec une particulière brutalité contre nos partis.

Il n'existe dans notre pays aucun processus de "libéralisation" comme le soutiennent Kissinger et d'autres représentants de l'impérialisme qui avalisent les déclarations et les comportements hypocrites de Pinochet et de sa clique.

Il n'existe pas d'avantage de "stabilisation" de la Junte fasciste, stabilisation impossible au milieu d'une crise qui se maintient avec virulence dans tous les secteurs de la vie sociale.

Affirmer la simple possibilité d'une libéralisation est une tromperie. Le régime ne tiendrait pas longtemps s'il relâchait la pression de la terreur. Parler de sa stabilisation c'est être contradiction flagrante avec la peur que révèlent les dictateurs dans leur persistante férocité.

Le fascisme a soutenu qu'au bout de six mois il ne resterait plus dans le pays l'ombre d'une résistance. Ce délai s'est écoulé presque six fois déjà. La Junte avoue son impuissance: on déclare que "la guerre n'est pas terminée". Sont maintenus le couvre-feu, l'état de siège, les camps de concentration, les chambres de torture et des milliers de détentions politiques. Le sinistre travail de la DINA fait grossir aux dépens de nos dirigeants et militants la ténébreuse rubrique des "disparus", sur le sort desquels d'étend un grand silence, qui dans bien des cas ressemble à un silence de mort.

LA RESISTANCE CROIT ET S'AMPLIFIE

La théorie de Pinochet qui veut réprimer jusqu'à ce que le peuple se rende est sans avenir.

Le Chili ne se rendra jamais devant le fascisme.

Non le Chili ne se rendra pas. Salvador Allende en a donné la preuve. Le sang de ses martyrs le proclame avec éloquence! Chaque jour le prouve et le répète une lutte qui ne cesse pas!

En vérité, la résistance est aujourd'hui plus vaste et mieux organisée qu'hier. Elle est de plus en plus puissante et diversifiée. Elle croît, se développe à la base avec une force irrésistible et un sentiment dépourvu de sectarisme qui, sur les lieux de travail et dans les agglomérations donnent forme à une résistance de masse, où convergent et se fondent l'action militante des partis de l'unité populaire, celle d'autres organisations, ainsi que diverses forces, secteurs et personnalités sans filiation politique.

Nous devons souligner avec fierté le rôle décisif que jouent dans la lutte les partis et les dirigeants de l'Unité Populaire. En dépit de l'interdiction qui leur est faite d'exister et d'une persécution sans pitié, non seulement ils vivent mais ils sont le catalyseur d'un mouvement qui s'étend de plus en plus. L'Unité Populaire constitue ainsi le plus haut degré d'expression politique qu'aient atteint la classe des travailleurs et le peuple Chiliens, sur le plan de l'organisation et de l'idéologie. Le développement et l'approfondissement de son unité, de sa cohésion et de son homogénéité de pensée et d'action est l'élément fondamental permettant de promouvoir l'alliance la plus large contre la Junte. Celle-ci a perdu une grande partie de la base d'appui qu'elle avait eu dans les premiers jours. On le doit aussi à d'autres forces de la Gauche et de la Démocratie qui rejoignent avec une détermination croissante l'opposition au régime.

C'est là le mérite extraordinaire, remarquable, historique pourrions-nous dire, d'un peuple qui a mis le fascisme dans l'impossibilité de structurer autour de soi l'appui des masses. Il l'a condamné à la solitude et à l'abandon politique et social au milieu desquels il se débat aujourd'hui.

La réalité intérieure du pays révèle que la résistance non seulement existe mais se fortifie. Elle combat vaillamment, en dépit des erreurs et des difficultés.

Sans doute a-t-elle connu de sérieux revers, de dures défaites; mais l'essentiel c'est que le succès qu'elle a obtenu en empêchant le fascisme de détruire l'organisation politique du mouvement populaire et les structures syndicales du pays, et d'autre part de créer sa propre base de masse. Le peuple est invincible: on en a la preuve dans le fait que chaque fois que tombe un combattant, son flambeau est aussitôt ramassé par la relève qui surgit chaque jour prête à poursuivre la lutte.

En développant les organisations de masse, la résistance isole le fascisme à l'intérieur du pays. Elle affaiblit de façon croissante les piliers de sa domination et aiguise au maximum ses contradictions internes.

Soulignons qu'il est de notre devoir de contribuer du mieux possible à la lutte que mène la résistance intérieure.

De nombreux phénomènes sont apparus et continuent de se faire jour dans le Chili d'après le coup d'état. Parmi eux, un changement de qualité dans la nature et la composition du mouvement unitaire.

Une foule de chrétiens entrent dans l'opposition, par amour, par respect des valeurs humaines, par refus de l'injustice et du crime institutionnalisé. Ils s'unissent, chacun selon ses idées, dans une même lutte contre l'oppression. On en peut dire autant de l'Eglise, qui a joué un rôle significatif dans la défense des droits de l'Homme.

La réponse la plus massive et la plus vigoureuse à la tyrannie est venue des classes laborieuses. Celles-ci ont démontré qu'elles étaient le soubassement sur lequel se construit l'unité. Elles la forgent à l'usine ou au syndicat, elles la répandent à partir des points de convergence d'opinions et d'idéologies diverses. Leur tâche de base est de combattre la junte et de développer les luttes du peuple tout entier jusqu'à la chute de la dictature. C'est là l'essentiel pour l'heure présente. Rendre active et agissante l'unité de ceux qui sont déjà unis par la misère et la répression est un devoir patriotique et révolutionnaire.

UNE ALTERNATIVE DIVISIONNISTE ET DE COMPROMISSION

L'échec du régime de Pinochet devient si évident que chez celui-là même qui l'a engendré et en est le principal bénéficiaire, apparaissent des secteurs à la recherche de formules de rechange. On a là un indice de l'usure et de l'érosion de la dictature.

Dans le cadre de la crise que connaît le fascisme sont apparus, apparaissent et apparaîtront diverses solutions de rechange conciliantes envers le fascisme, établissant une collusion avec l'impérialisme et étrangères à la résistance populaire. Comme l'a démontré l'échec de la proposition de Frei, on ne peut accorder ni valeur ni avenir à des formules anti unitaires qui postulent une "démocratie restreinte", antidémocratique en soi et, pourtant, inacceptable. On ne saurait trouver d'issue à la crise Chilienne dans un appui à l'impérialisme. Peu nous importe son approbation. Nous savons que la condition première pour reconstruire le Chili est de rompre les liens qui ont à nouveau subordonné le pays aux intérêts étrangers. De la même façon, s'est une tromperie que de prétendre en finir avec le fascisme sans en finir avec les bases qui le soutiennent.

C'est avec ce genre de formules qu'on prétend offrir une solution de compromis supposant, sans rime ni raison, que de semblables propositions recevraient un accueil favorable auprès de la gauche Chilienne. Rien n'est plus loin de la réalité. Une fois de plus nous affirmons qu'en prétendant se passer de l'un quelconque des partis de gauche, on ne fait que maintenir en vie les racines par où s'alimente la Junte, avec ce que cela comporte de danger pour l'avenir du peuple Chilien et de ceux-là même qui se montrent conciliants.

L'ALTERNATIVE UNITAIRE D'UN POUVOIR POPULAIRE ANTIFASCISTE

Face aux formules de rechange fondées sur la compromission et la division et incapables de résoudre les douloureux problèmes que connaît aujourd'hui le Chili nous proposons une alternative populaire, antifasciste par conséquent antiimpérialiste, large et unitaire

La dénonciation des conséquences néfastes de la dictature n'est plus qu'une simple constatation si elle ne s'accompagne pas de la détermination de construire avec tous les patriotes l'alternative au pouvoir fasciste, alternative qui ne devrait être une "démocratie restreinte", mais un authentique pouvoir démocratique et révolutionnaire, auquel, dans les conditions égales et sur la base du respect mutuel et de l'indépendance de chacun, participeront les partis politiques et les organisations sociales de masse qui auront lutté en commun dans la résistance antifasciste.

L'unité populaire ne cache à personne qu'elle favorise une perspective socialiste. Elle considère que le socialisme constitue la forme supérieure de la société en ce qu'il s'oriente vers cette finalité suprême qu'est le développement des possibilités de l'homme. Nous nous approchons de ce but en luttant contre l'impérialisme, les monopoles et les grands propriétaires terriens créant par là les conditions qui permettront de construire le socialisme.

Nous continuons la lutte avec comme perspective la construction du socialisme dans notre pays. Nous croyons fermement que cela seul assurera le développement intégral du Chili; mais le socialisme n'est pas possible sans un large consensus populaire, consensus qui est en train de se forger et de se développer dans la lutte contre le fascisme et les conditions qui sont à son origine. Et c'est de cette façon que nous voulons avancer vers ce but. C'est pourquoi nous sommes favorables aux tâches antifascistes.

En ce moment, donc, la préoccupation cruciale autour de laquelle chaque Chilien peut et doit se définir est de mettre fin à la junte fasciste. Nous voulons l'unité de toutes les forces antifascistes. Il y a une place dans la lutte pour chaque opposant à la Junte. Aucune solution véritable n'est possible sans le peuple et encore moins contre le peuple.

C'est en luttant contre le fascisme que nous trouverons le moyen d'apporter notre contribution au progrès du Chili. Toutes les forces populaires doivent faire sa contribution au dessin du futur.
L'Unité Populaire n'a rien à cacher.

L'Unité Populaire a été élevée au gouvernement par décision de notre peuple. Sous la présidence de Salvador Allende, nous nous sommes efforcés de satisfaire les aspirations séculaires à la liberté et à l'indépendance nationales et au progrès et à la dignité des Chiliens. Nous avons avancé de façon décisive jusqu'à obtenir des réussites historiques comme telles que la nationalisation du cuivre, l'amélioration substantielle du niveau de vie du peuple, la large participation populaire, le développement culturel et scientifique, l'élévation du prestige de notre patrie dans le concert international.

Cependant, la réussite du coup d'état fasciste s'est vue facilitée par les erreurs et les faiblesses du mouvement populaire. Les surmonter est la condition nécessaire pour que notre peuple conquiert la victoire. La classe ouvrière, les paysans, les "pobladores" (1), les femmes, la jeunesse, les secteurs patriotiques de professionnels, les chefs de petites et moyennes entreprises, des commerçants, toute la base du mouvement populaire donnèrent de multiples exemples de capacité, d'abnégation et de disposition révolutionnaire. Le principal défaut du mouvement populaire résida dans les insuffisances et les faiblesses de sa direction qui, au moment de réaliser ses objectifs, se vit aux prises avec de sérieuses difficultés dues à l'inexistence d'une stratégie commune parmi les forces alliées et à l'incapacité à trouver la méthode permettant de surmonter avec efficacité les divergences. C'est ce qui a rendu difficile la solution des problèmes inhérents à la transformation politique et économique de l'État pour qu'il se consolide dans le pouvoir; pendant ce temps, les secteurs réactionnaires accumulaient des forces pour affronter par la violence le processus populaire.

Le peuple Chilien mérite et a besoin d'une autocritique plus profonde du mouvement populaire.

Nous avons entrepris cette tâche mais nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour l'approfondir et la développer de façon unitaire, corriger les fautes et surmonter les erreurs et insuffisances.

(1) mot qui désigne les habitants des bidonvilles (N. du T.)

Le mouvement populaire n'a rien à cacher au peuple.

Mais nous ne pouvons perdre de vue que l'on nous a combattu avec acharnement non en raison de nos erreurs, mais parce que malgré elles, le gouvernement de l'Unité Populaire ouvrait largement la voie à la démocratie la plus ouverte et au socialisme. L'image du gouvernement populaire prend corps de jour en jour dans l'esprit et le cœur des Chiliens. Rappeler et défendre son oeuvre: le pluralisme idéologique, politique, religieux, culturel qu'elle imprima au pays, la source de légitimité qui fut toujours la sienne depuis sa naissance jusque son action, la justesse profonde des transformations économique-sociales réalisées, la dignité du peuple dans l'exercice de ses droits démocratiques et surtout l'exemple moral et politique conséquent du président Allende, telle est la tâche de tous les Chiliens conscients.

IL Y A UNE SOLUTION A L'ECHEC DE LA DICTATURE

Les conjurés du 11 Septembre 1973, au moment où ils usurpaient le pouvoir, proclamèrent que dans l'espace de quelques mois ils mettraient en vigueur des solutions aux problèmes fondamentaux de la société Chilienne; aujourd'hui, constatant leurs échecs et la crise que leurs actions ont déchaînée, ils tentent de se maintenir au gouvernement par le moyen du chantage.

C'est pourquoi ils soutiennent que si jamais la dictature de Pinochet était abattue, il se produirait dans le pays une vacance du pouvoir qui conduirait au chaos et à l'anarchie.

Il faut couper court à ce mensonge et le réfuter. La grande majorité de Chiliens interdits de politique durant près de trois ans, soumis à un état de siège permanent, privés de leurs droits essentiels, opprimés par un appareil policier que rien n'a arrêté, n'a aujourd'hui le choix qu'entre deux solutions: tolérer un état d'exception et une dictature indéfinie ou revendiquer ses droits par le moyen du combat. Aucun peuple placé en face de ce choix ne pourrait choisir une autre voie que celle de la lutte.

En effet, il n'est pas d'autre voie que la lutte populaire pour renverser la dictature. Le fascisme n'abandonnera pas le pouvoir si on ne le combat pas avec le peuple tout entier et en utilisant tous les moyens disponibles. La lutte du peuple ne recherche ni le désordre ni le chaos, mais au contraire la création des conditions propres à établir un gouvernement démocratique, révolutionnaire et antifasciste afin d'en finir avec le contrôle policier dans la vie des Chiliens en liquidant les appareils de répression et afin de récupérer les richesses de base du pays et mettre en marche un programme visant à la réalisation d'un nouveau projet historique. Tous ces efforts se fondent sur le consensus des organisations populaires et non pas sur la négation de leur existence; sur la participation du peuple organisé et non sur la liquidation des droits des libertés des travailleurs.

Les partis de l'Unité Populaire ont intérêt à envisager dès maintenant la préparation d'un programme de gouvernement et à entreprendre l'esquisse du projet historique qui sera appliqué au Chili après le fascisme. Nous pensons que ce sont là des tâches qui doivent se matérialiser dans un long processus de réflexion et de création collectives réalisé par le peuple Chilien et ses organisations. Nous déclarons également qu'il s'agit d'un effort auquel doivent participer toutes les forces contribuant à la lutte pour renverser la dictature. Parce que notre entreprise implique nécessairement une revendication du destin national, il nous importe de manifester clairement dès à présent notre décision de lier étroitement les actions contre la dictature à la volonté d'assumer de façon responsable la direction du pays une fois celle-ci renversée, et au dessein de façonner un nouvel Etat, une nouvelle économie et une nouvelle société.

Afin que toutes les forces politiques démocratiques et a contenu populaire comprennent plus clairement notre volonté, nous exprimons dans ce document notre opinion concernant les critères fondamentaux du programme qu'il convient d'appliquer au Chili, après l'effondrement de la junte militaire.

Critères politiques

a) Le nouveau Chili ne peut se reconstruire sur la base d'un retour mécanique au système politique antérieur. L'Etat et l'organisation politique qui existaient au Chili depuis 1925 se trouvaient dans une crise profonde que les auteurs du coup d'état se chargèrent de transformer rapidement sa décomposition.

C'est ainsi que, avant la crise politique aiguë provoquée par l'affrontement entre le peuple et ses ennemis, les institutions en vigueur, le pouvoir judiciaire, particulièrement la Cour Suprême, les organisations de contrôle et les Forces Armées révélèrent après le coup d'état leur caractère de classe, démontrant par là, la nécessité d'une transformation profonde des institutions et du système juridique Chilien, afin qu'ils deviennent les agents adaptés à leurs nouvelles tâches.

b) La lutte du peuple Chilien pour renverser la Junte militaire et édifier un nouvel ordre social, doit s'inspirer de la volonté ferme d'extirper définitivement les germes du fascisme et les éléments de pouvoir qui ont rendu possible son développement, tant dans le domaine de l'économie que dans les moyens de communication de masses, les institutions de l'état, les organisations privées et tout particulièrement les Forces Armées. Ainsi sont créés les conditions objectives qui facilitent l'instauration d'un nouvel ordre social.

c) La nécessité de secouer les liens de dépendance du pays que la Junte fasciste a renforcés au maximum et de combattre l'extrême misère dans laquelle elle a plongé le peuple Chilien, impose aux forces populaires et antifascistes la nécessité de définir un programme de reconstruction qui, étant donné la gravité de la situation dans laquelle la Junte laissera le Chili, ne peut pas être envisagé selon les critères traditionnels mais devra comprendre des mesures et suivre des modalités socialistes adoptées selon la forme que les forces antifascistes décideront unitairement. Le programme que le peuple Chilien se donnera doit, à notre avis, lier d'une façon cohérente les objectifs démocratiques antifascistes à ceux de l'entreprise de construction d'une société socialiste.

d) Nous devons chercher un nouveau modèle pour l'Etat Chilien. Nous sommes particulièrement attachés à ce que l'histoire que notre peuple s'appête à écrire et la société qui sera en accord avec son travail, réaffirment le postulat selon lequel la liberté, la démocratie et le socialisme sont des concepts indissolublement liés. A la différence de ce qui se produisait sous les formes étatiques démocratico-bourgeoises ou fascistes connues jusqu'à ce jour, dans le nouveau régime que nous instaurons, la démocratie et la liberté se cimenteront par la participation des plus larges couches du peuple, par l'élimination de la misère et de l'insécurité et dans la satisfaction universelle des besoins de base de la population. Elles reposeront sur une ferme réaffirmation de l'indépendance et la souveraineté nationales ainsi que sur la création et le développement d'une science et d'une technologie adaptées aux exigences de notre propre développement.

Le peuple Chilien a créé tout au long de son histoire un vaste réseau d'organisations sociales, dont la plus grande démonstration de vitalité a été sa capacité de résister aux attaques implacables de la dictature. Nous pensons qu'un rôle important, dans les actions de la résistance comme dans les futures tâches de gouvernement, en commençant par l'organisation unitaire des travailleurs, la CUT, doit être joué par ces organismes et les nouveaux qui se créeront.

L'institutionnalité politique à laquelle nous aspirons doit s'appuyer sur l'action concordante et concertée des organismes sociaux et populaires du pays.

La tragique expérience qu'est en train de connaître le peuple Chilien, démontre que les classes dominantes en accord avec les hautes autorités militaires imbues des conceptions réactionnaires et renforcées par l'appareil militaire des États-Unis, ont converti les Forces Armées en occupants de leur propre sol, leur faisant jouer le rôle policier dont profite une minorité ploutocratique liée au capital international. Leur intention fut de les faire vivre en marge de la vie et du développement des masses laborieuses et de leurs consciences; de leur refuser la compréhension du sens de notre histoire, du caractère et de la nature du moment que vit l'humanité. Elles se sont proposé de leur imposer une espèce de sous-culture étrangère à la vie de l'énorme majorité des Chiliens. Surtout elles mirent tout en oeuvre, par les moyens les plus divers pour que leur formation idéologique, leur organisation interne, le recrutement de leurs officiers, tout enfin, tendit à les séparer et à les opposer au peuple, à son futur et en définitive, au Chili. Le renversement de la dictature suppose l'effondrement de ses appareils répressifs actuels, en particulier la DINA et la transformation de ses structures actuelles. Il est nécessaire donc, de se proposer un plan vaste et ambitieux, destiné à modifier radicalement son idéologie et les valeurs réactionnaires qui l'inspirent aujourd'hui. Elaborer de nouvelles structures organiques qui ne nieront pas la discipline mais la fonderont sur des bases progressistes, les liant étroitement dans leur tâche aux organisations populaires et démocratisant le système de recrutement de ses cadres. Leur assigner un rôle auprès du peuple dans la promotion de l'oeuvre de réaffirmation de la souveraineté du pays, de soutien à son indépendance économique et de transformation de sa structure sociale. Tout cela sans perdre de vue l'idée de bien-être du peuple comme la condition irremplaçable de la défense et du développement des intérêts et du destin national.

En somme, nous présentons une alternative à l'Etat fasciste, un état démocratique et révolutionnaire, s'appuyant sur les différentes organisations sociales que le Peuple s'est donné et se donnera dans l'avenir, sur l'existence et le fonctionnement de tous les partis politiques et tous les mouvements qui auront participé au renversement de la dictature et à la destruction du fascisme.

Critères Economiques

a) La Junte fasciste a détruit le résultat de l'effort de généralisations de Chiliens et le fruit de la lutte incessante de ses travailleurs durant un demi-siècle. Cet effort et ces luttes ont fait un pas décisif en se cristallisant dans les réalisations du gouvernement de l'Unité Populaire, celles que nous revendiquons avec force parce qu'elles ont constitué l'expression la plus conséquente des authentiques aspirations du Peuple Chilien.

C'est contre ces réalisations qui tendaient à affirmer l'indépendance économique du pays, à élever le niveau de vie de son peuple et à développer les forces productives en fonction des intérêts populaires que s'est concentrée l'action dévastatrice du fascisme. Sur la base d'une conception économique libérale ankylosée qui à notre époque se traduit par la dictature des monopoles, la Junte s'est obstinée à appliquer implacablement un modèle social qui attribue aux intérêts privés, étrangers et nationaux, le rôle exclusif d'agents économiques, dont le succès s'établit sur l'exploitation et la misère populaire et sur l'accentuation de notre dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, comme source d'accumulation.

Face à ce modèle réactionnaire, nous proposons une issue populaire à la situation économique critique engendrée par la Junte, qui s'enracine dans les luttes du peuple et qui reprendra la marche interrompue vers le développement indépendant et souverain du pays sur des bases démocratiques et dans une perspective socialiste.

La tâche de reconstruction économique, non par un prurit idéologisant ni par un élan volontariste, mais comme une réelle exigence née par l'effondrement de l'économie nationale et de l'incapacité manifeste du modèle junte à relever l'économie du pays ne peut se poser que sur les bases et dans les perspectives citées, car ce n'est que l'effort du peuple mobilisé et la conscience que cet effort lui profitera ainsi qu'à son pays, qui peut faire naître le consentement et la discipline nécessaires pour impulser vigoureusement le développement économique et le progrès social.

b) Ce sera la mission du nouvel Etat que de récupérer pour le patrimoine du Chili et de son peuple les richesses rendues par la Junte aux monopoles intérieurs et étrangers, restituer aux paysans la terre qu'on leur a arrachée, en rationalisant et en approfondissant la réforme agraire; reconstituer la zone de propriété sociale des industries et activités stratégiques et basiques du pays, dans le but d'en faire le secteur dominant et décisif de l'économie, et assigner le rôle qui lui revient à la petite et moyenne entreprise agricole, commerciale et industrielle sur la base de normes qui lui assurent la stabilité et permettent la confiance nécessaire pour garantir leur contribution au développement économique.

c) De semblables tâches ne peuvent se réaliser que sur la base de la participation active des masses et d'une conduite unique de l'économie nationale qui recueille les aspirations et les initiatives du peuple, les juge et les convertisse en ligne directrice d'une planification économique intégrale, centralisée dans ses mécanismes opérationnels.

d) Dans ce contexte politique et économique, nous envisageons la possibilité concrète d'élever le niveau de vie des masses non seulement en défendant et en accroissant le pouvoir d'achat des rémunérations mais aussi et surtout en accordant progressivement de nouveaux services et biens aux travailleurs de manière à leur assurer un approvisionnement en vivres et un logement décent à des prix raisonnables, l'éducation gratuite pour tous, avec une attention préférentielle pour la santé et une prévoyance sociale, démocratique, généralisée qui défende les travailleurs des risques de la vie, les protège et l'aide dans la vieillesse.

e) Pour atteindre ce but réaliste et assurer à chaque Chilien les conditions minimum d'une existence digne et humaine, il est nécessaire de réorienter les activités économiques du pays en fonction de la satisfaction des besoins populaires, en mettant à leur service les ressources financières, matérielles et humaines appropriées.

Un complément indispensable à cette politique est la destination rationnelle de l'excédent économique qu'aujourd'hui les secteurs sociaux privilégiés investissent mal ou gaspillent, à des finalités de bénéfice collectif, au moyen de la gestion par l'Etat des principales activités génératrices de cet excédent.

Nous proposons une politique inspirée du projet d'adapter le niveau des aspirations des Chiliens non aux appétits de consommation que provoque la propagande intéressée des monopoles, mais aux besoins réels de la population et aux possibilités concrètes qu'offrira le développement progressif du pays.

Ce n'est que de cette façon que pourra s'éliminer l'excédent de pouvoir d'achat dont disposent aujourd'hui les rares secteurs à revenu élevé et qui, en se projetant sur le marché, non seulement détermine une orientation irrationnelle de la production et de la consommation mais constitue aussi la source principale et permanente de l'inflation dont le contrôle s'impose comme une exigence urgente pour rendre viable la reconstruction économique du pays et l'obtention d'un minimum de bien-être pour tous les Chiliens.

Nous affirmons donc que le contrôle de l'inflation est possible si, dans le cadre d'une économie efficacement planifiée et sur la base d'un effort national conscient et discipliné, on amplifie l'usage rationnel des ressources disponibles et on élimine l'effet de distorsion dans la production et la consommation de l'excédent du pouvoir d'achat aujourd'hui aux mains des minorités ploutocratiques.

Il n'est pas vrai, pour autant que le soutiennent la Junte et ses idéologues, que l'inflation doit être contrôlée sur la base de la misère du plus grand nombre et la richesse de quelques uns.

Critères de politique internationale.

Fort de la dure expérience vécue, qui démontre que l'impérialisme nord-américain autour duquel se regroupent toutes les forces réactionnaires de la planète, ne renonce et ne renoncera à ses intentions de frustrer par tous les moyens les tentatives des peuples pour se libérer de sa tutelle politique et de sa domination économique, le peuple du Chili une fois le fascisme abattu, fera tous ses efforts pour que la politique internationale suive à nouveau les lignes essentielles qui la caractérisèrent pendant le gouvernement de l'Unité Populaire et valurent au pays une position remarquable devant les peuples du monde et dans la communauté des nations.

Le principe d'autodétermination des peuples et de la non-intervention, la recherche d'un lien étroit avec les peuples d'Amérique Latine et les Etats des pays frères qui s'inspirent de la paix et du respect mutuel, le rétablissement de relations amicales avec toutes les nations et bien sûr avec les pays socialistes et l'accord avec le puissant courant universel des peuples qui travaillent à la consolidation de la paix et de ceux qui luttent pour leur libération nationale dans le monde dit en développement, telles doivent être à nouveau les lignes essentielles de la politique extérieure à laquelle aspire le mouvement populaire Chilien. Elles sont l'indispensable complément des efforts domestiques tendant à transformer les structures politiques et économiques et doivent aider à trouver dans la communauté internationale la compréhension nécessaire et le stimulant adéquat pour neutraliser les prévisibles tentatives impérialistes d'intervenir à nouveau afin de faire obstacle à la pleine émancipation du Chili.

Organisation et formes de Lutte des Masses.

Notre lutte ne pourra atteindre la victoire que si tout le peuple y participe, que si elle est une lutte de masses.

Personne ne peut offrir de solution "miraculeuse" qui évite les sacrifices de toute lutte. Seule la lutte de tout le peuple nous permettra de construire la victoire. C'est pourquoi, la première tâche est de faire de chaque acte quotidien un fait de résistance contre la dictature.

Pour bien lutter, il faut le faire d'une manière organisée. Toute occasion d'organisation, aussi petite soit-elle, doit être mise à profit.

La lutte de masses doit briser l'état de la répression pour pouvoir exprimer toute sa force.

Nous devons lutter pour élargir chaque jour davantage les possibilités pour les forces de masses de s'exprimer de plus en plus ouvertement. Toutes les possibilités légales d'organisation doivent être mises à profit. Les travailleurs, malgré la répression sont arrivés à maintenir la partie la plus

importante de leur organisation syndicale, qui se renforce d'une façon régulière.

Le développement et le renforcement organique de la résistance constitue un pilier fondamental pour l'avance dans la lutte contre la dictature. Mais il est nécessaire, partout où cela sera possible, que se forment des comités de base (qui peuvent prendre n'importe quel nom et suivre n'importe quelle modalité de travail), constitués d'une façon responsable, avec la participation des partis, comme organismes de coordination et d'action unitaire. Leur forme concrète et leur modalité de travail ne peuvent être décidées par décret. Leur base de développement est la coordination des militants de tous les partis et organisations antifascistes à chaque endroit, dans la perspective d'amener à la lutte de plus en plus d'hommes et de femmes de notre peuple.

Dans le courant du processus de la lutte antifasciste nous devons provoquer l'apparition et veiller au développement de toutes les initiatives qui seront capables d'amener les masses au combat et leur donner les moyens de s'organiser.

La combinaison créatrice des formes légales, semi-légales et clandestines d'action de masses et le développement de leurs luttes est une des clés de la victoire. L'autre est l'unité de toutes les forces politiques antidictatoriales. L'avance dans chacune de ces tâches aide au développement de l'autre et, en général, de tout le processus.

Le chemin de la victoire ne sera pas facile. Il sera d'autant moins long et difficile que la direction politique du peuple sera plus efficace et plus correcte dans sa conduite et que nous réussirons à agglutiner la plus vaste alliance sociale et politique autour de la classe laborieuse. Notre lutte traversera plusieurs phases. Aujourd'hui, les tâches politiques centrales sont des tâches de réactivation, d'organisation et de propagande; le développement de nos forces et la détérioration inévitable de la dictature nous imposera de nouvelles et plus lourdes responsabilités si nous voulons atteindre la victoire.

Le processus révolutionnaire initié par l'Unité Populaire fut interrompu d'une manière sanglante par les armes. C'est pourquoi, les forces réactionnaires embarquées dans cette entreprise n'abandonneront pas volontiers leurs positions de force.

Le mouvement populaire développera au cours de son action toutes les formes de lutte nécessaires sans en exclure aucune a priori, pour écraser le fascisme. La résistance antifasciste doit voir clairement que l'orientation et l'organisation que l'on donnera aux masses servira autant dans la bataille pour la solution de leurs problèmes immédiats que pour développer des actions destinées à précipiter la chute de la Junte. Nous abordons ces tâches pour être prêts à lutter dans tous les domaines que la vie nous imposera.

LUTTE EN COMMUN CONTRE LA JUNTE

Le mouvement populaire comprend que tous ceux qui seront contre la Junte n'aient pas les mêmes objectifs programmatiques historiques que les forces qui vont vers le socialisme. Toutefois, dans la situation actuelle, il y a un ample champ de coïncidences et d'objectifs communs avec ceux qui sont contre le régime honteux que supporte le pays.

Le mouvement populaire se propose de développer une lutte sans exclusive contre le fascisme.

L'Unité Populaire appelle toutes les forces sociales et politiques qui veulent extirper le fascisme de notre patrie, à coordiner leur action sur la base d'une plateforme concrète qui permette de sauver le Chili de l'ignominie. Dans les circonstances actuelles il y a un vaste terrain propice à des actions communes sur des fronts spécifiques, comme par exemple, la jeunesse, les organismes syndicaux, les pobladores, etc..., où l'on peut frapper ensemble contre la dictature.

Convaincus que la dispersion des forces qui s'opposent au fascisme prolonge le martyre du Chili, nous proposons aux démocrates-Chrétiens et à tous les antifascistes conscients l'action commune dans la lutte contre la dictature sur les terrains les plus divers. Bien qu'à l'intérieur de la D.C., il y ait différentes manières de penser et bien qu'un groupe de ses dirigeants ait appuyé le putsch, ce qui est décisif, c'est que l'immense majorité se retrouve contre la Junte. Mettant en application les conclusions de cette analyse, l'Unité populaire a eu des conversations avec des représentants du MIR dans l'espoir que, à la lumière d'une théorie et d'une pratique réellement unitaires, puissent mûrir les conditions d'une entente loyale dans la lutte contre la dictature fasciste.

Il est de l'intérêt du peuple et du pays que se développe l'unité d'action pour mettre fin à la dictature dans le délai le plus bref. L'Unité Populaire considère de son devoir patriotique et révolutionnaire d'agir unitairement sur tous les plans avec tous les secteurs politiques et sociaux qui seront disposés à lutter contre les bourreaux du Chili. Nous déclarons que nous sommes ouverts à l'établissement d'accords spécifiques pour renverser la Junte, avec tous ceux qui seront prêts à travailler dans cette direction.

Nous voulons la plus large unité dans la lutte. L'Unité Populaire depuis les premiers instants, lutte brandissant depuis toujours la bannière de l'unité et cela elle continuera à le faire sans conditions ni atermoiements. Chaque jour la résistance du peuple se fera plus profonde. Sa lutte en vue d'une alternative démocratique, populaire et révolutionnaire permettra de construire en perspective le vaste front antifasciste dont le Chili a besoin.

L'unité de desseins visant à mettre fin au système d'opprobre qui pèse aujourd'hui sur le Chili, signifie l'établissement d'une nouvelle démocratie et la remise du pouvoir de décider du futur entre les mains de qui il doit être: le Peuple du Chili. Garantissant les conditions nécessaires à l'expression réelle et non formelle de la volonté populaire, extirpant les causes qui ont permis l'irruption du fascisme, assurant que la nouvelle structure des forces armées empêchera pour toujours son utilisation contre le peuple; celui-ci décidera de son futur. Il instaurera un pouvoir qui interprétera authentiquement et à chaque instant la volonté politique de la majorité du peuple. Il s'agit d'un engagement fondamental de l'unité antifasciste et il doit constituer une garantie totale pour tout démocrate honnête.

La résistance antifasciste, potentiellement énorme et absolument majoritaire retarde la réalisation de son objectif de renverser la Junte, à cause de sa dispersion. Il est nécessaire et urgent d'y mettre un terme.

Il y a des sujets qui permettent l'unité d'action immédiate et tous les antifascistes et de faire démarrer ainsi le processus de regroupement des forces.

Nous pouvons nous unir dès maintenant contre la terreur et la répression de la DINA et pour exiger et imposer sa dissolution.

Nous pouvons et nous devons nous unir pour exiger l'amnistie de tous les prisonniers politiques, civils et militaires et le retour de tous les exilés.

Nous devons exiger tous unis le procès des coupables de crimes et de tortures.

Tous unis nous devons agir pour défendre le droit des masses populaires à s'organiser, pour rétablir les garanties et les droits syndicaux, en imposant la dérogation aux règles dictatoriales qui empêchent leur fonctionnement.

Lutter tous unis pour mettre fin à la misère, en finir avec la mise à pied et pour l'augmentation des traitements et salaires et la défense de la prévision.

Nous devons organiser ensemble la défense du patrimoine national livré à la rapacité des capitaux étrangers et défendre l'industrie nationale et les petites et moyennes entreprises contre la voracité des grands monopoles.

Nous pouvons unir nos forces pour défendre la culture nationale, pour empêcher la fascisation de l'éducation, pour éliminer les entraves politiques et matérielles qui interdisent à des milliers d'enfants et de jeunes gens l'accès à l'éducation.

L'Unité autour de ces sujets ou d'autres que pourront proposer les antifascistes aidera à construire le chemin de la victoire.

VOILA NOTRE ISSUE

Nous la livrons à toutes les forces antifascistes comme matière à réflexion et à débat.

Nous appelons le peuple du Chili à se réunir dans la poursuite de ces objectifs. Telle est notre perspective. Nous croyons qu'elle se caractérise par son objectivité, parce qu'elle part des possibilités et des besoins réels du CHILI, parce qu'elle est juste et viable et qu'elle assure une solution de fond aux problèmes du pays. Elle représente, à notre avis, les intérêts présents et futurs des travailleurs et de la patrie.

Nous, représentants des partis de l'Unité Populaire à l'Extérieur qui portons tout notre effort à la tâche de soutien permanent à la lutte à l'intérieur du pays, nous espérons que ce document sera une contribution positive au grand débat libérateur, qu'il sera une aide dans les batailles décisives qui, cela est certain, seront livrées à l'intérieur des frontières de la patrie meurtrie.

Il s'y élabore dans les faits de chaque jour la réponse au fascisme. A l'intérieur du Chili mûrit cette conscience qui est la garantie que, après le renversement de la junte, ne surviendront pas le chaos, le vide du pouvoir et l'anarchie, mais une vie nouvelle, où la discipline sociale ira de pair avec les responsabilités d'un pays capable d'extirper définitivement les racines du fascisme et de conjurer pour toujours le péril de la réédition de la tragédie actuelle.

Le plan de la nouvelle société sera tracé selon la volonté de son peuple: quiconque contribuera à la créer ne pourra en être exclu. Elle aura besoin de l'apport de tous les antifascistes, y compris les membres des Forces Armées qui considèrent comme un crime que celles-ci soient abusivement employées pour opprimer le Chili et tuer des compatriotes, au bénéfice de leurs maîtres impérialistes étrangers et d'une minorité oligarchique, qui vole et se partage impunément le pays.

PARTI SOCIALISTE DU CHILI
PARTI RADICAL
PARTI MAPU OUVRIER ET PAYSAN

PARTI COMMUNISTE DU CHILI
GAUCHE CHRETIENNE
PARTI MAPU

• COMMUNIQUE DE L'UNITÉ POPULAIRE AU SUJET DE SA RÉUNION A BELGRADE.

Le Comité Politique de l'Unité Populaire s'est réuni à Belgrade, dans la République Socialiste et Fédérale de Yougoslavie, entre le 25 et le 28 Septembre 1976, dans sa session ordinaire, sous la présidence de son Secrétaire Exécutif.

La réunion a commencé avec une intervention spéciale du représentant de l'Alliance Socialiste du Peuple Travailleur de Yougoslavie, Camarade Alexandre Bakocevic, réaffirmant la solidarité de sa patrie et de son peuple avec la Résistance Antifasciste Chilienne. Le Camarade Clodomiro Almeyda au nom du Comité Politique de l'Unité Populaire, exprima sa reconnaissance pour ce message.

Le travail de la réunion commença avec un rapport des activités du Secrétariat Exécutif.

La réunion a eu connaissance et a confirmé les mesures d'organisation prises qui ont pour but la régularisation de l'activité de l'Unité Populaire à l'étranger, en accord avec les résolutions de la réunion précédente, réalisée à Oaxtepec, Mexique. Divers accords ont été pris pour faciliter et renforcer le travail du Secrétariat Exécutif. La réunion a adopté plusieurs mesures ayant pour but de renforcer l'activité du Bureau Central de Solidarité de Rome de même qu'à décentraliser le travail d'appui au mouvement mondial de solidarité avec le Peuple Chilien.

La réunion a pris connaissance de la déclaration de la dernière conférence des pays non-alignés, réalisée à Colombo au niveau des Chefs d'Etat, dans laquelle un hommage a été rendu au leader latino-américain Salvador Allende. Cette conférence s'est solidarisée avec les résolutions de condamnations à la junte fasciste prises par les organismes des Nations-Unies et a réaffirmé les décisions prises par les pays non-alignés qui sont solidaires avec le Peuple Chilien.

La réunion a eu à connaître du dernier accord de la Sous-Commission de prévention de la discrimination et de protection des minorités de Nations-Unies, qui exprime sa profonde préoccupation face aux violations ouvertes et répétées des Droits de l'Homme au Chili, qui incluent la pratique généralisée de la torture, disparitions et détentions arbitraires. La Sous-Commission demande aussi à la Commission des Droits de l'Homme et au Secrétaire Général des Nations-Unies de prendre les mesures ayant pour but de mettre fin à cet état de faits.

La réunion a également été informé des travaux du groupe ad hoc des Nations-Unies qui enquête sur la violation des Droits de l'Homme au Chili, dont le rapport devra être présenté à la XXXI ème Assemblée Générale des Nations-Unies.

Diverses actions ont été décidées afin d'obtenir pendant le développement de ladite assemblée une condamnation plus ferme de la part de l'organisme mondial envers la junte fasciste de même que l'adoption de la part des Nations-Unies de mesures visant à obtenir au Chili le plein respect des Droits de l'Homme et des libertés démocratiques.

La réunion a été informée de la résolution du Bureau de l'Internationale Socialiste, approuvée le 11 Septembre dernier, dans laquelle on réaffirme la condamnation de la junte et on appelle l'opinion publique mondiale à appuyer la lutte du peuple Chilien pour le rétablissement de la démocratie.

De même, la réunion a pris note de la récente déclaration de Stockholm de la Commission internationale d'enquêtes des crimes de la junte militaire au Chili ainsi que l'appel que la Commission a fait à l'opinion publique mondiale aux Nations-Unies, aux gouvernements et organismes nationaux et internationaux afin d'obtenir le rétablissement au Chili des droits et libertés démocratiques l'éclaircissement de la situation des prisonniers politiques disparus, la fin de l'état de siège, la dissolution de la DINA, la fin des arrestations illégales la liberté des prisonniers politiques.

Une résolution a été prise d'appuyer le travail efficace de cette Commission dans son effort d'information et de dénonciation au monde entier des crimes de la junte.

La réunion a pris une série de résolutions visant à intensifier dans les mois à venir le mouvement de solidarité avec le Chili, établissant les priorités suivantes :

- sauver la vie des disparus
- la dissolution de la DINA
- la liberté des prisonniers politiques
- la fin des états d'exception
- l'isolement politique et économique de la junte
- l'appui à la lutte du peuple Chilien contre la misère et le chômage, la récupération de ses droits et libertés, l'obtention du développement indépendant du pays.

Dans ce sens, il sera important d'informer et de mobiliser l'opinion publique mondiale autour de la situation des milliers de disparus aux mains de la junte dont la vie est en danger et parmi lesquels on compte d'importants et chers dirigeants populaires comme Exéquiel Ponce, Victor Diaz, Patricio Vergara, Marin Zamorano, Carlos Lorca, Jorge Muñoz, Ricardo Lagos, Bernardo Araya.

La réunion a pris connaissance du message envoyé par le Secrétaire Exécutif de l'Unité Populaire aux Chefs d'état et de gouvernements de tous les pays du monde afin de dénoncer le procédé criminel des arrestations illégales suivies de la disparition des détenus, ce qui a semé la douleur dans des milliers de familles Chiliennes.

Dans cette même voie la réunion a souligné la nécessité de maintenir la campagne mondiale pour obtenir la libération de Luis Corvalan, Carlos Lazo, Erich Schnake, Jorge Montes, J. Cademartori, Fidélia Herrera, Daniel Vergara, Herman Pacheco, Bautista Van Schoven, Leopoldo Lupa, Carlos Raigades et autres prisonniers politiques qui se trouvent dans les geôles de la junte.

La réunion a souligné le développement des campagnes visant à l'isolement économique de la junte et a apprécié hautement les succès obtenus dans cet effort, tel l'annulation d'un important projet d'investissement hollandais au Chili grâce à la lutte du peuple de ce pays.

La réunion a pris des mesures dans le but d'intensifier la lutte pour l'isolement économique de la junte fasciste, établissant des priorités : la lutte contre la vente et fourniture d'armes à la junte, qu'elle utilise pour assassiner et réprimer le peuple Chilien; le boycott des exportations d'aliments du Chili qui contribuent à augmenter la faim des Travailleurs; empêcher l'octroi de crédits et investissements étrangers, dont le seul but est de servir les intérêts des monopoles et d'accentuer la dépendance et la déformation de l'économie Chilienne.

La réunion a pris l'accord d'appuyer la réalisation d'une rencontre internationale d'étude du rôle des forces armées en Amérique Latine, à l'initiative de la maison du Chili, Mexico et avec la participation active des forces antifascistes du Continent.

Concernant les activités d'approfondissement des orientations du programme de l'Unité Populaire, la réunion a donné son approbation aux mesures prises par le Secrétariat Exécutif dans le sens d'obtenir la contribution maximale de l'exil Chilien à l'élaboration du Programme de l'Unité Populaire, qui est en voie de préparation; la réunion a approuvé de nouvelles mesures tendant à renforcer et améliorer ces travaux.

Les propositions du Secrétariat Exécutif visant à orienter, coordonner et rationaliser le travail d'information, diffusion et propagande de la résistance Chilienne à l'étranger et pour l'intérieur du pays ont été approuvées.

Dans le domaine des affaires politiques, la réunion a hautement apprécié la récente déclaration Politique de l'Unité Populaire, publiée le 11 Septembre dernier sous le titre " pour l'Unité antifasciste vers la défaite de la junte " qui propose une complète alternative politique ayant pour objectif l'orientation et l'impulsion de la lutte du peuple Chilien pour sa liberté et son indépendance, l'approfondissement de l'entente des partis qui le composent et l'essor de la plus vaste unité de toutes les forces antifascistes contre la junte.

La réunion considéra ensuite la mise en place de cette politique sur la base du développement d'actions avec toutes les forces s'opposant à la junte, afin de promouvoir une convergence croissante parmi elles, qui aboutisse à la formation d'une vaste alliance politique qui regroupe tous les antifascistes Chiliens.

Nous proposons à tous les démocrates Chiliens de développer ces actions communes, fondamentalement sur la plateforme suivante :

- 1 - la défense des droits de l'Homme, la sauvegarde de la vie des disparus et la liberté des prisonniers politiques
- 2 - la dissolution de la DINA
- 3 - la défense du patrimoine culturel, de la qualité et des valeurs de l'éducation, de l'avenir de la Jeunesse Chilienne, gravement atteinte par la dictature fasciste
- 4 - la lutte du peuple contre la misère, le chômage et l'exploitation du pays par les monopoles nationaux et étrangers.

Dans ce but il a été demandé au Secrétariat Exécutif de prendre les mesures pratiques de sorte à traduire ces propositions par des faits réels, notamment avec la démocratie Chrétienne.

On a souligné la nécessité que la Jeunesse de l'Unité Populaire développe des efforts dans le même sens.

On a, de même, résolu d'encourager tout ce qui peut renforcer l'unité syndicale des travailleurs Chiliens et de leur organisation supérieure, la CUT, pour lutter pour les objectifs, que ce soit à l'intérieur ou à l'étranger.

La réunion a apprécié le rôle joué par les Eglises en faveur de la récupération des libertés arrachées aux Chiliens et de la défense des droits de l'Homme.

La réunion a décidé de poursuivre les conversations avec le MIR afin d'améliorer le travail commun dans le domaine de la solidarité avec le Chili, de chercher sur des actions conjointes contre la dictature dans le but de faciliter les convergences politiques. Le Secrétariat Exécutif cherchera la façon de matérialiser cet accord.

La réunion a pris connaissance de la récente rencontre de Chrétiens Chiliens antifascistes à New-York, avec le patronat du Conseil National des Eglises des Etats-Unis, qui a réuni d'importantes figures de la Démocratie Chrétienne et des Partis de l'Unité Populaire. La réunion a hautement apprécié ces délibérations comme un apport significatif à l'unité des forces antifascistes Chiliennes.

La réunion a rendu avec émotion un hommage à la mémoire d'Orlando Letelier, ancien ambassadeur du Chili aux Etats-Unis pendant le gouvernement de l'Unité Populaire et ancien ministre de l'intérieur, des affaires étrangères et de la défense du Président Allende, assassiné récemment à Washington par des sbires de Pinochet et de la DIN, et que la junte avait privé arbitrairement de sa nationalité Chilienne quelques jours auparavant. La réunion a souligné son exemple de lutteur infatigable de la résistance et a dénoncé devant le monde civilisé les méthodes criminelles qu'emploie le fascisme Chilien, fauchant la vie des combattants à l'étranger pour la liberté du Chili.

L'Unité Populaire a remémoré, avec affection particulière, le Camarade Luis Figeroa, président de la CUT, décédé récemment à Stockholm. Lutteur infatigable de la classe ouvrière Chilienne, exilé de sa patrie, privé de sa nationalité par les fascistes, il a travaillé jusqu'au dernier jour de sa vie pour la liberté du Chili.

L'hommage unitaire que les travailleurs du monde entier lui ont rendu est un digne témoignage de reconnaissance à une vie exemplaire au service de sa classe et de tout le Peuple Chilien.

Finalement, la réunion du Comité Politique de l'Unité Populaire a décidé de s'adresser à l'Alliance Socialiste du Peuple travailleur de Yougoslavie, au peuple et au gouvernement yougoslaves, en les remerciant de leur généreuse hospitalité qui a rendu possible, à Belgrade, cette importante rencontre. Celle-ci, par le sentiment unitaire et combatif qui a prévalu dans ses travaux, est appelée à se transformer en jalon décisif de la lutte du peuple Chilien pour la démocratie et la liberté.

Belgrade le 28 Septembre 1976